



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Français détenus à l'étranger

Question au Gouvernement n° 849

Texte de la question

FRANÇAIS DÉTENUS À L'ÉTRANGER

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Naïma Moutchou.

**Mme Naïma Moutchou** . Quand un journaliste français est condamné à sept ans de prison en Algérie, la question n'est pas seulement diplomatique, elle est éminemment politique. En vérité, elle engage toute la France. Christophe Gleizes est collaborateur des magazines *So Foot* et *Society*. Il enquête, il écrit, il raconte sa passion du football depuis plus d'une décennie. Il n'est ni un activiste ni un provocateur, mais, sous prétexte qu'il aurait échangé, il y a près de dix ans, avec une figure criminalisée bien des années plus tard par Alger, il se trouve désormais enfermé pour avoir fait son travail. Ce n'est pas une dérive, c'est une instrumentalisation politique de la justice par un régime autoritaire qui bâillonne la critique et qui veut régler ses comptes avec la France. (Applaudissements sur les bancs du groupe HOR ainsi que sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR et LIOT.)

L'affaire Boualem Sansal confirme ce climat de tension. Cinq ans de prison – cinq ans, à nouveau –, ont été prononcés ce matin même, en appel, contre l'écrivain français. Boualem Sansal, âgé de 75 ans et malade, a été, lui aussi, assigné au silence pour ses mots. (*Les députés des groupes HOR, RN, EPR, SOC, DR, EcoS, Dem, LIOT, UDR, les députés non inscrits ainsi que de très nombreux députés des groupes LFI-NFP et GDR se lèvent et applaudissent longuement.*) Même méthode, même arbitraire. Et toujours aucun signe de vie de Cécile Kohler et de Jacques Paris, retenus en Iran depuis bientôt trois ans, deux visages de plus dans cette longue liste de Français détenus par des régimes qui bafouent l'État de droit. (Applaudissements sur quelques bancs des groupes HOR, EPR et EcoS.)

La France ne peut pas rester timorée. Elle ne peut pas ménager les pouvoirs qui enferment pendant que certains – jusqu'ici, sur ces bancs – choisissent de leur dérouler le tapis rouge, grisés par des honneurs illusoires, quand leurs propres compatriotes croupissent dans l'ombre. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes HOR, RN, EPR, DR, Dem, LIOT et UDR. – MM. Emmanuel Maurel et Stéphane Peu applaudissent également.*) Il est temps d'être clair. Protéger nos compatriotes, c'est tenir tête aux régimes qui les emprisonnent injustement. C'est aussi refuser que certains ici servent de caution diplomatique à ces régimes. Je vous demande une parole forte pour les Français détenus illégalement à travers le monde...

**Mme Danielle Simonnet** . Pour tous les prisonniers politiques !

**Mme Naïma Moutchou** . ...ainsi qu'une stratégie claire pour les défendre et pour défendre nos principes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes HOR, RN, EPR, DR, Dem et UDR ainsi que sur quelques bancs du groupe GDR.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

**M. Jean-Noël Barrot**, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères* . Deux mille trois cents compatriotes détenus à l'étranger bénéficient de l'accompagnement des services consulaires du ministère des affaires étrangères. Certains d'entre eux sont détenus arbitrairement, retenus otages ou pire encore ; alors, la diplomatie française tout entière se mobilise pour obtenir leur libération. C'est ainsi qu'avec un immense soulagement, nous avons accueilli, il y a quelques mois, la nouvelle de la libération de notre compatriote Ofer Kalderon, après quatre cent quatre-vingt-quatre jours passés dans l'enfer des tunnels de Gaza. C'est avec le même soulagement que nous avons appris la libération d'Olivier Grondeau, après huit cent quatre-vingt-sept jours passés dans des prisons iraniennes, ou celle de Théo Clerc, après quatre cent vingt-deux jours de détention en Azerbaïdjan. *(Mme Danielle Brulebois applaudit.)*

J'ai, comme vous, une pensée particulière pour Cécile Kohler et pour Jacques Paris *(Applaudissements sur de nombreux bancs)*, retenus otages en Iran depuis plus de trois ans, dans des conditions indignes assimilables à de la torture. Après avoir exercé une très forte pression sur les autorités iraniennes, nous avons obtenu que notre chargé d'affaires en Iran leur rende visite aujourd'hui.

Je m'indigne avec vous de la condamnation en appel de notre compatriote Boualem Sansal. Elle est incompréhensible et injustifiable. Maintenant que la procédure est arrivée à son terme, les autorités algériennes se trouvent face à un choix. Elles peuvent faire celui de la responsabilité, de l'humanité et du respect *(Exclamations sur quelques bancs du groupe RN)* en permettant à notre compatriote d'être libéré et soigné, compte tenu de son état de santé et de son âge.

S'agissant de Christophe Gleizes, nous sommes à ses côtés depuis le jour de son arrestation, en mai 2024. Nous avons été vivement choqués par sa condamnation extrêmement lourde en première instance – sept ans de prison – et nous nous mobiliserons pour obtenir sa libération. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem. – M. Philippe Brun applaudit également.)*

**M. Emeric Salmon** . Cela ne doit pas rassurer sa famille !

## Données clés

**Auteur** : [Mme Naïma Moutchou](#)

**Circonscription** : Val-d'Oise (4<sup>e</sup> circonscription) - Horizons & Indépendants

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 849

**Rubrique** : Ambassades et consulats

**Ministère interrogé** : Europe et affaires étrangères

**Ministère attributaire** : Europe et affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 2 juillet 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 juillet 2025